

une réponse écrite; il pourrait s'il le préfère, poser cette question à dix heures ce soir.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je désire poser la question suivante au premier ministre: Existe-t-il actuellement des réunions entre des représentants du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et des représentants des diverses provinces dans le dessein de faire assumer par les provinces la responsabilité de l'administration des Indiens? Y a-t-il des réunions en ce moment même?

Le très hon. M. Pearson: Pas que je sache, monsieur l'Orateur, mais si mon très honorable ami m'avait donné avis de cette question, j'aurais peut-être pu obtenir les derniers renseignements.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, si le ministre était à sa place, là où il devrait être, la Chambre aurait probablement une réponse.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, si la conférence dont parle mon honorable ami a effectivement lieu, le ministre s'y trouve peut-être.

Le très hon. M. Diefenbaker: Ce sont ses subalternes.

(Plus tard)

Monsieur l'Orateur, toujours à propos des Indiens, j'aurais une question à poser au premier ministre. Le gouvernement a-t-il consulté les Indiens, leurs bandes ou leurs tribus, pour savoir s'ils seraient disposés à passer de la compétence du fédéral à celle des provinces? En second lieu, le premier ministre assurerait-il à la Chambre que, dans les discussions qui se poursuivent à l'heure actuelle et dont il a dit ne pas avoir eu connaissance, aucune mesure ne sera prise en vue de faire passer les Indiens de l'autorité fédérale à celle des provinces sans le consentement des intéressés, car il conviendra, j'en suis sûr, qu'agir autrement, serait les traiter comme de simples objets?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je suis d'accord sur la seconde partie de la remarque du très honorable représentant. Quant à la première partie, je donnerai une réponse détaillée demain.

AIR-CANADA

TRANSBORDEMENT DE CARGAISONS DESTINÉES AU JAPON DANS DES AVIONS ÉTRANGERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stuart A. Fleming (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à [Le très hon. M. Pearson.]

poser au ministre suppléant des Transports. Peut-il dire à la Chambre si la compagnie Air-Canada a adopté comme règle de conduite de transborder des cargaisons aériennes acheminées vers le Japon à bord d'un appareil étranger plutôt que d'utiliser une compagnie canadienne de transport aérien exploitant un service régulier en direction de ce pays et pourvu des installations et des appareils nécessaires à Vancouver?

L'hon. G. J. McIlraith (ministre suppléant des Transports): Monsieur l'Orateur, je vais considérer la question de l'honorable député comme préavis et je ferai en sorte de me renseigner à ce sujet.

LES TRANSPORTS

REPRÉSENTATION PROVINCIALE À LA RÉUNION RELATIVE À L'EXPOSÉ DE LA LOI SUR LES CHEMINS DE FER

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, j'ai posé hier une question au ministre suppléant des Transports qui a promis de se renseigner tout de suite et me dire si le gouvernement allait inviter les représentants des gouvernements provinciaux qui s'intéressent à la loi sur les chemins de fer à assister à la réunion prévue pour jeudi.

L'hon. G. J. McIlraith (ministre suppléant des Transports): En effet, monsieur l'Orateur, l'honorable député m'a posé une question, que l'on trouve à la page 8671 du Hansard, au sujet des dispositions que nous avons prises pour que les députés se réunissent officieusement, afin que les hauts fonctionnaires du ministère des Transports leur expliquent la loi sur les chemins de fer et leur fournissent des détails à ce sujet. L'honorable député a demandé qu'on invite des représentants des gouvernements provinciaux et j'ai promis d'étudier la question.

Je dois lui dire qu'étant donné la nature de la réunion de demain il ne conviendrait pas d'y inviter des représentants des gouvernements provinciaux, surtout parce que la plupart des provinces s'intéressent particulièrement à cette loi ont pris une part active aux discussions suivant le dépôt du rapport de la Commission royale d'enquête MacPherson. Ils étaient également présents lorsqu'on rédigeait la loi et connaissent tous les détails de ce bill compliqué.

L'hon. M. Hamilton: A titre de question supplémentaire, le ministre sait-il que ces provinces croient avoir reçu la promesse du